

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LYONS ANDELLE**

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 027-200070142-20251211-145_2025-DE

145/2025
Berger
Levrault

L'an deux mille vingt-cinq, le onze décembre à 18h30 à Charleval, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Luc ROMET, en séance publique.

Nombre de délégués	<u>Etaient présents :</u>	
En exercice : 48	Amfreville-les-Champs	M. Cordier,
	Bacqueville	M. Collette,
	Beauficel-en-Lyons	Mme Doinel,
	Bosquentin	Mme Fouquet,
	Bourg-Beaudouin	M. Halot,
Présents : 40	Charleval	Mme Hequet, MM. Emo, Calais,
Votants : 45	Douville-sur-Andelle	M. Cramer,
	Fleury-la-Forêt	M. Godebout,
	Fleury-sur-Andelle	M. Vieillard R.,
	Flipou	M. Cousin,
	Houville-en-Vexin	M. Lebreton,
Date de convocation :	Le Tronquay	Mme Marteau,
Le : 5 décembre 2025	Les Hogues	Mme Bachelet,
	Letteguives	Mme Grégoire,
	Lilly	Mme Lancien,
	Lisors	M. Herbin,
	Lorleau	Mme Grouchy,
	Lyons-la-Forêt	M. Baldari,
Délibération affichée	Ménesqueville	M. Cahagne,
Le :	Perriers-sur-Andelle	Mme Dupart, MM. Duval, Defrance,
	Perruel	M. Quéné,
	Pont-Saint-Pierre	Mme Lavigne, M. Hébert,
	Radepont	M. Minier,
	Renneville	M. Vieillard G.,
	Romilly-sur-Andelle	Mmes Julien, Simon, MM. Chivot, Romet, Vieux,
	Rosay-sur-Lieure	M. Béharel,
	Touffreville	Mme Malhaire,
	Val d'Orger	M. Blavette,
	Vandrimare	MM. Bézirard, Dechoz,
	Vascoeuil	M. Moëns,

Absents : M. Gavelle,
Excusés : Mme Damois, M. Bonneau.

Pouvoirs : Mme Dalissier à M. Calais, M. Zielinski à M. Minier, M. Houssaye à M. Romet, Mme Langlet à Mme Simon, M. Mutel à M. Duval.

Personnel : mise en place de la rémunération à la vacation au sein des services communautaires : approbation

Vu le code général de la fonction publique notamment l'article R. 331-1 du code de la fonction publique ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable de la commission finances et affaires générales en date 20 novembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 20 novembre 2025 ;

Les vacataires sont définis comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés. Dans la fonction publique territoriale, la vacation correspond à l'exécution d'une mission isolée et identifiable.

N'étant pas un agent contractuel, les dispositions qui réglementent ce statut ne leurs sont pas applicables.

De ce fait, les vacataires ne bénéficient pas notamment de droits à congés (congés annuels, congés de maternité, d'accident de travail ou de congés non rémunérés etc.).

Ils ne disposent pas non plus de droits à formation et de compléments obligatoires de rémunération (indemnité de résidence, supplément familial de traitement, régime indemnitaire).

Le conseil, après avoir entendu et délibéré à l'unanimité :

- autorise le recrutement des vacataires ;
- approuve la mise en place de la rémunération à la vacation dans les conditions définies ci-dessous ;

Filière Animation	Montant brut forfaitaire pour une journée de 7h	Montant brut forfaitaire pour une journée de 9h30
Animateurs direction BAFD/ BPJEPS	76 €	103 €
Animateurs BAFA	73 €	98 €
Animateurs sans diplôme ou stagiaire BAFA	60 €	82 €
1 nuitée	40€	

Filière technique/ administrative/ culturelle/sportive/ sociale	Montant horaire brut par l'heure réalisée
1 heure travaillée	Taux horaire du SMIC en vigueur

Le registre dûment signé les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme.



Voies et délais de recours : la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.